



Solidarité avec
les enfants du monde

**Dans dix pays,
des milliers d'enfants...
En soutenant L'Appel,
vous changez leur vie.**

Sommaire

■ ÉDITORIAL.....	Page 2
■ ACTUALITÉS : KARMA ET CUSCO.....	Page 3
■ NOS COMPTES 2022.....	Pages 4-5
■ BURKINA FASO.....	Page 6
■ RÉPUBLIQUE DU CONGO.....	Page 7
■ HAÏTI.....	Page 8
■ MADAGASCAR.....	Page 9
■ PÉROU.....	Page 10
■ RWANDA.....	Page 11
■ EL SALVADOR.....	Page 12
■ TCHAD.....	Page 13
■ TOGO.....	Page 14
■ VIET NAM.....	Page 15
■ BON DE SOUTIEN.....	Page 16



« Au Tchad »
photo ©Hervé Vincent

Éditorial



À l'issue du conseil d'administration du 2 juin 2023, une nouvelle gouvernance a été élue. Présidente : Thérèse GUICHARD-GAUDIN, vice-présidente chargée de l'administration : Pascale GUIMARD, trésorière : Sylvie ANDRAL, secrétaire : Patricia ROCHELEMAGNE et secrétaire adjointe : Odile OBERLIN.

En tant que nouvelle présidente, je tiens avant tout à remercier très chaleureusement Arlette LE NÔTRE, présidente, et Anne FELTZ, vice-présidente chargée des projets, pour leur engagement au cours des six années précédentes, marquées par un contexte éprouvant.

Personnellement, médecin ORL-Phoniatre, j'ai beaucoup travaillé dans le domaine de la surdité, particulièrement chez les enfants et auprès de personnes porteuses d'autres handicaps. Depuis 2006 j'ai animé une petite équipe stéphanoise qui s'est investie pour les enfants sourds du Togo. Cette équipe a rejoint L'Appel en 2017, devenant l'antenne Enfants Sourds du Togo.

Notre engagement dans L'Appel nous a permis de bénéficier de l'expertise professionnelle réinvestie dans le bénévolat par une centaine de professionnels bénévoles. Sur le terrain, nous partageons un mode opératoire similaire basé sur une connaissance approfondie des populations, de leurs besoins et sur le lien direct établi avec elles sans intermédiaire.

Ce sont les points forts de L'Appel dont les porteurs de projets traitent directement avec leurs partenaires locaux, réduisant ainsi au maximum les frais annexes et les risques de dispersion des fonds. L'Appel met l'accent sur la proximité grâce à des programmes évolutifs et adaptés au plus près des enjeux et des réalités, pour que chaque enfant, chaque famille puisse recevoir les soins et l'attention qui lui sont nécessaires.

Le bilan 2022 est optimiste, les missions ont repris de plus belle : 40 actions, 52 porteurs de projets membres de L'Appel, 20.000 enfants aidés : 5.354 enfants sont soutenus scolairement, 7.350 enfants bénéficient d'une meilleure alimentation et d'une meilleure hygiène grâce à la sensibilisation de leurs familles aux règles de base, 7.198 nouvelles familles ont accès à l'eau.

Un nuage au milieu de cet optimisme : l'actualité internationale qui vient compromettre nos actions dans certains pays, Haïti, le Burkina Faso et le Niger dernièrement. Devant l'Inquiétude sécuritaire grandissante, certaines missions ont dû être annulées ou reportées. L'impossibilité de se rendre dans ces pays nous invite à inventer d'autres manières de faire pour venir en aide aux plus démunis dont la guerre, le terrorisme... alourdissent le fardeau.

L'Appel, en fonction des besoins, explore de nouveaux terrains d'action, le Maroc par exemple.

L'Appel a mobilisé ses membres actifs au cours d'une journée d'étude qui a permis à tous d'avancer dans la réflexion sur l'évaluation des actions. Elle pourra se poursuivre dans le cadre d'une commission évaluation.

Face à des contextes locaux plein d'incertitudes, notre énergie, notre espérance restent intacts dans la solidarité avec les enfants du monde.

Thérèse Guichard-Gaudin
Présidente de L'APPEL



89, avenue de Flandre
75019 Paris
Tél. : 09 84 17 58 21

Site : www.lappel.org
E-mail : association@lappel.org

Directrice de publication
Madeleine Le Moulllec-Schabanel
avec la collaboration de
Marie-Hélène Touzalin et Françoise Mekki

Réalisation COPITEXTE
Zone artisanale des Portes de la Forêt
14 Allée du Clos des charmes
77090 COLLÉGIEN

Commission paritaire :
N° 0927H84899
ISSN 0398 6039

KARMA : UN TERRIBLE DRAME



Nous rendons compte page 6 de nos actions à Karma au Burkina Faso en 2022.

Mais en avril 2023 une expédition punitive d'hommes armés a tué des dizaines de villageois et provoqué la fuite des survivants vers la grande ville de Ouahigouya. Le village est abandonné et interdit d'accès.

Désespérant. Que reste-t-il de nos actions ? Que reste-t-il de l'investissement des habitants ?

Au moins quelque chose d'immatériel et d'infiniment précieux : l'éducation, la confiance en soi, ce qui permettra de recréer une nouvelle vie.

KARMA

La famine se profile à l'horizon (...) Nous n'avons pas d'autres personnes sur qui compter »

C'est ce que nous dit Adama Belem, notre partenaire à Karma.

Vingt ans de développement anéantis

Le soutien de l'Appel a permis au village de Karma de sortir d'une misère totale et de connaître une progression régulière vers l'autonomie grâce à l'amélioration des ressources, de la santé et de la scolarité des enfants. Notre but était presque atteint quand le village a été attaqué le 20 avril par une troupe armée. Résultat : plus de 160 morts, 2 000 réfugiés, toutes les cultures et plantations abandonnées, tous les biens perdus, le cheptel dispersé ou mort...

Que se passe-t-il aujourd'hui, quatre mois après ?

Les survivants sont réfugiés à Ouahigouya, disséminés dans la cour de connaissances, dans les rues, sous des tentes improvisées. Imaginez un peu : comment nourrir, soigner, vêtir, loger chaque famille, qui là-bas compte 10, 15 ou 20 personnes ? L'aide publique est quasiment nulle sauf une petite dotation alimentaire ponctuelle du PAM. Les habitants ont l'interdiction de retourner dans leur village, même pour récupérer des vivres. Les plantations habituelles de la saison des pluies ne peuvent avoir lieu. Et en plus il faut pleurer les morts et soigner les blessés. Certains rescapés sont tellement désespérés qu'on peut craindre le pire.

Karma n'a personne d'autre que nous sur qui compter.

Nos réserves d'urgence sont déjà presque épuisées. Pour recenser et soutenir les réfugiés, Adama et quelques autres ont créé l'association « Nong Taaba » qui veut dire « Solidarité » qu'ils vont faire reconnaître par les autorités locales pour obtenir un jour une aide, mais rien n'est sûr car le pays est sens dessus-dessous.

Ne pas laisser tomber ces gens, dont de nombreux enfants, qui nous font confiance depuis si longtemps.

Jamais le soutien scolaire n'a été abandonné : le directeur de l'école de Karma scolarise à distance 80% des enfants de Karma. Il faut aussi apporter une aide matérielle : nattes, tentes, alimentation, produits d'hygiène...

Aidez-nous à maintenir notre aide.

Nous avons besoin de 3.000 € par mois, jusqu'à la fin de l'année. Vous pouvez faire parvenir vos dons à L'Appel ou, par chèque, directement à L'Appel Drôme, 187 Impasse de la Citadelle, 26150 Die. Merci d'avance au nom des enfants de Karma.

Jean Loireau
L'Appel Drôme



Femmes et enfants de Karma réfugiés dans une cour août 2023

CUSCO : Qosqo Maki en chantier

Pour qui L'Appel et Qosqo Maki travaillent-ils ensemble ?

Pour les jeunes en situation de rue, pour les former, pour faire entendre leur voix, eux que la société péruvienne néglige.

Une formation professionnelle dans le tourisme

Qosqo Maki prépare pour eux une nouvelle formation professionnalisante dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie en s'appuyant sur une offre hôtelière totalement rénovée. Les usagers du dortoir de Qosqo Maki pourront ainsi appliquer directement les compétences et connaissances acquises durant cette formation, dans une région où le secteur touristique représente une part très importante de l'économie.

Qu'est-ce que le tourisme solidaire ?

Vous voulez voyager au Pérou ? Visiter Cusco,



le Machu Picchu, pousser jusqu'au Lac Titicaca, rencontrer de « vrais » Péruviens ? Les chambres d'hôtes de Qosqo Maki sont ce qu'il vous faut !



Et une autre formation dans la restauration rapide

Côté travaux, les ateliers de formation en boulangerie ont également droit à un ravalement de façade, pour continuer à toujours mieux accueillir jeunes apprentis et clients.

A travers l'achat de matériel et l'implication de nouveaux formateurs et éducateurs, les jeunes vont avoir l'opportunité de développer leurs compétences en restauration rapide et ainsi diversifier leurs savoirs et savoir-faire. Les clients, locaux et touristes, ne manqueront pas.

Anais Mesnil
L'Appel IDF



L'APPEL, une association qui repose sur le bénévolat.

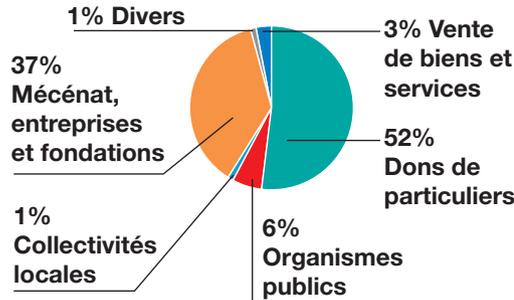
L'APPEL n'emploie que deux salariées à temps partiel. L'ensemble des actions sont prises en charge par des bénévoles experts depuis la conception avec les partenaires locaux jusqu'aux missions sur place pour le suivi et l'évolution des réalisations. Les fonctions support (secrétariat, comptabilité et communication) sont très largement assurées par des bénévoles.

En 2022, nous avons consacré 5.9 ETP (« Equivalents temps plein ») aux missions et au suivi des projets et 3 ETP à des « fonctions support », soit un total de 8.9 ETP, l'équivalent du travail à temps plein de neuf personnes bénévoles.

Cet équilibre entre temps salarié et temps bénévole est une des caractéristiques marquantes de L'Appel. Nos donateurs la considèrent comme très importante dans leur motivation.

EN TOUTE TRANSPARENCE, 2022 EN CHIFFRES

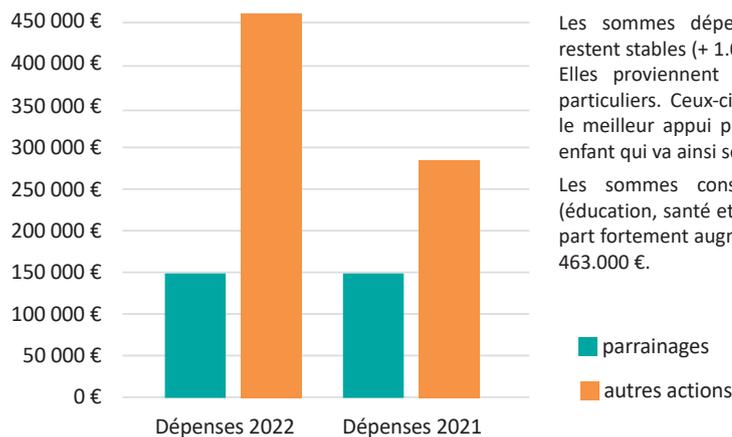
La provenance de nos recettes en 2022



Comme en 2021, la part relative des mécènes et organismes publics constitue 43% de nos recettes ; elle s'investit particulièrement dans les gros chantiers, comme les adductions d'eau et la construction du centre de diagnostic à Lomé. La part des dons de particuliers, dont les parrains, s'élève à 52%, soit 370.000 euros, en progrès de 6.500 euros depuis 2021.

Alors que le monde associatif souffre de baisses de dons dues à l'inflation et à un climat anxieux, nos donateurs restent fidèles et généreux ! Merci !

La part relative des parrainages et des autres actions



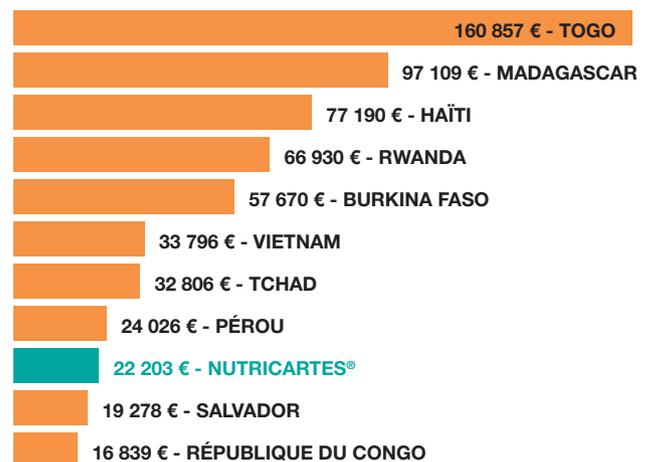
Les sommes dépensées pour les parrainages restent stables (+ 1.000 euros par rapport à 2021). Elles proviennent exclusivement des dons de particuliers. Ceux-ci sont réguliers et fournissent le meilleur appui pour l'éducation, la santé d'un enfant qui va ainsi sortir de la misère.

Les sommes consacrées aux autres actions (éducation, santé et conditions de vie) voient leur part fortement augmenter passant de 287.000 € à 463.000 €.

La répartition des dépenses entre les dix pays d'intervention

Les dépenses engagées varient d'un facteur d'un à dix entre le Togo et le Congo, ce qui n'est pas un indice de moindre intérêt pour ce dernier pays. Certains programmes sont plus onéreux que d'autres quand ils donnent lieu à des constructions, comme à Lomé au Togo ou à Madagascar (réseau d'eau d'Ampetsapetsa) ou au Rwanda (réseau de Rwagihura)

Les dépenses Nutricartes® figurent aussi sur ce graphique, ce qui montre l'importance croissante de ce programme, d'autant que des dépenses liées à la pédagogie nutritionnelle sont également intégrées dans le budget de plusieurs pays (Tchad, Burkina Faso, Madagascar...)



A propos de l'IDH, Indice de Développement Humain

Dans ce numéro chaque pays est présenté succinctement par des indicateurs dont les sources sont le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement), le PAM (Programme Alimentaire Mondial) 2021 et la Banque Mondiale 2020 < 2023.

L'IDH classe 191 pays en fonction de la santé, du niveau d'éducation et du niveau de vie. Il est établi à partir des données collectées par des organismes locaux ou internationaux environ deux ans avant sa publication. Il ne met pas en évidence les écarts entre les diverses classes de la société ni l'insécurité. L'impact du COVID, celui de la guerre en Ukraine qui a entraîné l'augmentation des prix de l'énergie et de l'alimentation n'apparaissent pas encore.

Parmi nos dix pays d'intervention, deux se trouvent dans les 5 derniers, soit le Burkina Faso (185ème) et le Tchad, avant-dernier. Haïti, le Rwanda et Madagascar sont dans les 30 derniers.

Ils soutiennent les actions de L'APPEL



ONLINE GIVING FOUNDATION



COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC

EMPLOIS PAR DESTINATIONS	EXERCICE N	EXERCICE N-1
1- MISSIONS SOCIALES	322 334	279 299
1.1 Réalisées en France	-	-
- Actions réalisées par l'organisme	-	-
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France	-	-
1.2 Réalisées à l'étranger	322 334	279 299
- Actions réalisées par l'organisme	57 811	279 299
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger	264 523	-
2- FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	20 533	17 589
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	20 533	17 589
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	-	-
3- FRAIS DE FONCTIONNEMENT	54 309	41 895
TOTAL DES EMPLOIS	397 176	338 783
4- DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	64	-
5- REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	103 787	32 613
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	16 830	-
TOTAL	517 857	371 396

RESSOURCES DE L'EXERCICE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
1- RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	400 181	363 635
1.1 Cotisations sans contrepartie	9 395	4 830
1.2 dons, legs et mécénat	390 786	358 805
- Dons manuels	360 786	358 805
- Legs, donations et assurances-vie	-	-
- Mécénat	30 000	-
1.3 Autres ressources liées à la générosité du public	-	-
TOTAL DES RESSOURCES	400 181	363 635
2- REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	-	-
3- UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	117 676	-
DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	-	7 762
TOTAL	517 857	371 397
RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	96 916	104 677
(+) Excédent ou (-) insuffisance de la Générosité du public	16 830	- 7 761
(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice	-	-
RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	113 746	96 916

Les comptes de L'Appel en 2022 ont été approuvés par le commissaire aux comptes et adoptés par l'Assemblée Générale du 23 juin 2023.

COMPTE DE RÉSULTAT PAR ORIGINE ET PAR DESTINATION :

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	400 181	400 181	363 635	363 635
1.1 Cotisations sans contrepartie	9 395	9 395	4 830	4 830
1.2 Dons, legs et mécénat	390 786	390 786	358 805	358 805
- Dons manuels	360 786	360 786	358 805	358 805
- Legs, donations et assurances-vie	-	-	-	-
- Mécénat	30 000	30 000	-	-
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	-	-	-	-
2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	252 797		264 544	
2.1 Cotisations avec contrepartie	-	-	-	-
2.2 Parrainage des entreprises	-	-	-	-
2.3 Contributions financières sans contrepartie	232 638		258 849	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	20 159		5 695	
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	52 913			
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	5 955			
5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	269 883	117 676		
TOTAL	981 729	517 857	628 179	363 635
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - MISSIONS SOCIALES	610 930	322 334	433 530	279 299
1.1 Réalisées en France	-	-	-	-
- Actions réalisées par l'organisme	-	-	-	-
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	-	-	-	-
1.2 Réalisées à l'étranger	610 930	322 334	433 530	279 299
- Actions réalisées par l'organisme	109 571	57 811	433 530	279 299
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	501 359	264 523	-	-
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	20 533	20 533	17 589	17 589
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	20 533	20 533	17 589	17 589
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	-	-	-	-
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	102 933	54 309	80 845	41 895
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	381	64		
5 - IMPOT SUR LES BENEFICES				
6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	238 406	103 787	93 682	32 613
TOTAL	973 183	501 027	625 646	371 396
EXCEDENT OU DEFICIT	8 546	16 830	2 533	- 7 761

B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	210 600	101 088		
Bénévolat	210 600	101 088		
Prestations en nature				
Dons en nature				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	107 770			
3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE				
Bénévolat	107 770			
Prestations en nature				
Dons en nature				
TOTAL	318 370	101 088		
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES	210 600	101 088		
Réalisées en France	131 002	62 881		
Réalisées à l'étranger	79 598	38 207		
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS				
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	107 770			
TOTAL	318 370	101 088		



BURKINA FASO

Où intervenons-nous ?

A Bobo Dioulasso, à Ouagadougou et Karma au (nord-ouest)

Dans quel contexte ?

Le pays est classé par l'ONU 185^{ème} / 191 pays. Plus de 10% de malnutrition infantile aigüe ; 30% de malnutrition chronique. Mortalité infantile : 8,3% (plus de 20 fois celle de la France). Durée moyenne de la scolarisation : 2 ans ; 1 an pour les filles. Taux de natalité chez les adolescentes : 15%. L'insécurité et la violence dues au djihadisme génèrent un exil intérieur massif pour les populations du nord. L'agriculture, déjà impactée par le réchauffement climatique, devient impossible dans les régions pillées par divers groupes. La situation politique est instable ; deux coups d'état successifs.



A Karma, nous avons répondu à l'urgence : la sécheresse de la saison 2021 a réduit les ressources alimentaires du village, nous avons financé des achats de nourriture ; mais nous ne perdons pas de vue le développement durable : formation au compostage, nouvelles ruches, plantations d'arbres fruitiers, renouvellement des motopompes, fourniture de semences potagères.



A Karma, près de 300 élèves risquaient d'être déscolarisés, nous l'avons évité. Dès janvier 2022, la menace djihadiste a obligé à fermer l'école. La déscolarisation des enfants aurait eu des conséquences très dommageables. L'Appel a donc aidé le directeur de l'école à organiser une formation à distance. Ainsi, plus de 250 élèves ont été répartis en quinze groupes, dans des zones calmes, logés chez des tuteurs bénévoles. Grâce aux téléphones portables, le directeur et ses adjoints ont pu assurer leur scolarité et même mettre en place un système de rattrapage scolaire pendant l'été. L'Appel a fourni un ordinateur portable et un smartphone par groupe. Nous avons pris en charge pour tous ces élèves l'alimentation, diverses fournitures et livres.

Résultat : Tous les élèves ont évité la déscolarisation et sont restés au niveau. Le taux de réussite au Certificat d'Etudes est de 71%. Ces élèves n'étant pas au village lors du massacre d'avril 2023, c'est aussi leurs jeunes vies qui ont été sauvées.

A Ouagadougou, le parrainage a vu son effectif passer de treize à vingt bénéficiaires. Leurs résultats sont bons : deux filleuls ont été reçus au baccalauréat, et quatre autres ont été admis en terminale.



A Ouagadougou, du 25 février au 5 mars 2022, trois responsables de projets de L'Appel ont formé 25 animateurs burkinabés du programme transversal Nutricartes®, soutenu par la Fondation Luciole. Ils appartenaient à des associations partenaires, dans la capitale, mais surtout en province. Ces associations ont immédiatement démarré des séances d'éducation nutritionnelle par la méthode Nutricartes® et ont sensibilisés 83 groupes, c'est-à-dire 1128 femmes, toujours aussi assidues.

Le projet des « 1000 jours », soutenu par la Fondation Sanofi et débuté en 2020, en est au stade de l'évaluation. Après avoir mené des séances

Nutricartes® auprès de femmes enceintes en 2020 et 2021, les animatrices sont retournées les voir : 2347 visites à domicile servent à évaluer l'état nutritionnel des bébés, à les peser et les mesurer. Toutes les informations doivent être analysées pour en tirer des conclusions pertinentes.



A Bobo Dioulasso, le parrainage mené depuis 20 ans avec l'Association Espoir pour Demain (AED)

concerne des enfants contaminés à la naissance par le VIH. Notre partenaire qui est la principale association qui s'occupe de ces enfants, surveille le suivi de leur traitement, tente de remédier à leur retard scolaire important par des cours de rattrapage et lutte contre les discriminations auxquelles ils sont exposés.

Lorsque nos filleuls ont accumulé un retard scolaire trop important, nous les aidons financièrement à opter pour une formation professionnelle. Ce parrainage concernait 15 adolescents en 2021-2022. Le nombre des bénéficiaires, qui avait été maintenu en 2021, a été réduit à onze adolescents à partir de septembre 2022. L'Appel continue de soutenir le fonctionnement d'AED qui bénéficie à plus de deux cents enfants.



Où intervenons-nous ?

A Pointe Noire, quartier Ngoyo.

Dans quel contexte ?

Le pays est classé par l'ONU 153^{ème} sur 191. La malnutrition chronique frappe le ¼ des enfants de moins de 5 ans et la forme aiguë 8%. La mortalité des enfants avant 5 ans y atteint 4,5 %, soit moitié moins qu'au Tchad ou au Burkina Faso. La durée moyenne de la scolarité atteint 6,2 années et la parité filles /garçons est presque atteinte mais les résultats obtenus sont médiocres. Dix pour cent des adolescentes sont déjà mères.



L'Appel concentre ses efforts sur l'éducation dans un quartier pauvre de Pointe-Noire.

« En République du Congo, presque tous les enfants ont accès à l'enseignement primaire mais le pays rencontre encore de nombreux problèmes liés à la qualité de l'enseignement. Peu d'élèves quittent l'école primaire avec les compétences qui devraient être acquises en mathématiques (41 %) et en lecture (21 %). »

La Banque Mondiale, octobre 2022

Au sein de quatre écoles publiques du quartier Ngoyo, le renforcement de compétences des enseignants vise à améliorer la qualité de l'enseignement.

Pourquoi est-ce nécessaire ?

La formation des enseignants est trop faible et les enseignants ne bénéficient d'aucun programme de recyclage ou de formation continue.

Les conditions d'enseignement sont difficiles : les effectifs par classe sont très élevés, jusqu'à 160 élèves. Les locaux sont souvent vétustes. En moyenne les élèves disposent d'un livre de lecture pour onze et d'un livre de calcul pour six.

Le programme de L'Appel renforce les connaissances théoriques et favorise les échanges de pratiques pédagogiques.

Il est destiné aux professionnels de l'éducation : enseignants, conseillers pédagogiques et directeurs d'établissement. Depuis 2019, le groupe est demeuré stable et investi. Les formatrices de L'Appel ont ainsi pu poursuivre le programme en maintenant les objectifs de départ, malgré la coupure des années Covid.

En septembre 2022, le nouveau Directeur départemental de l'Enseignement Primaire, Secondaire et de l'alphabétisation nous a renouvelé sa confiance et a tout mis en œuvre pour assurer la continuité du programme. Notre partenaire local, l'ASAD, reste un élément central pour la bonne évolution de ce programme (coordination, organisation des cours en visio-conférence etc.).

Grâce au parrainage collectif, une école associative donne à enfants de familles démunies l'accès à une éducation de qualité.

Un constat : une injustice sociale. L'école privée à but lucratif, très développée au Congo en raison de la fragilité de l'enseignement du secteur public, offre

des salaires attractifs. Les coûts d'écolage sont très élevés et sélectionnent ainsi le public.

Une école associative apporte des réponses : Un enseignement de qualité pour rompre l'engrenage de la pauvreté.

L'école Nelson Mandela poursuit sa vocation et assure une formation d'un niveau exigeant visant le plein épanouissement de l'enfant, le développement de ses capacités intellectuelles, physiques, affectives, relationnelles et artistiques, et la maîtrise des connaissances et compétences exigibles à la fin de cycle de l'enseignement primaire.

Elle réduit les frais d'écolage à la charge des familles, tout en salariant correctement ses enseignants. Pour ce faire, elle développe des solidarités locales et programme la construction de bâtiments pour se libérer financièrement des frais de location. Elle accueille environ un quart d'élèves dont la famille ne peut payer les frais d'écolage : 24 enfants ont bénéficié de bourses de L'Appel. La situation économique des familles est évaluée par l'association à caractère social, l'ASAD.



Où intervenons-nous ?

Nos projets se déroulent principalement sur l'île de La Tortue, au nord de la Grande Terre. La PMI de Fort Jacques se trouve sur les hauteurs de la capitale.

Dans quel contexte ?

Le pays est classé par l'ONU 163^{ème} / 191 pays. La pauvreté extrême touche un habitant sur cinq. La malnutrition chronique frappe le ¼ des enfants de moins de 5 ans et sa forme aiguë 8% d'entre eux ; 6% des enfants meurent avant 5 ans. La durée moyenne de la scolarité des filles est de 2 points inférieure à celle des garçons (4,3 ans contre 6,6 pour ces derniers). Le pays n'a plus de pouvoir politique légitime, faute d'élections. Les gangs y règnent par la terreur et les exactions.



Favoriser la scolarité : des bourses et des équipements.

En 2022, à La Tortue, ce sont 450 bourses scolaires qui ont été allouées à des enfants de familles démunies. Nous prenons également en charge les frais d'université de trois étudiants. L'école communautaire de Tendron, réhabilitée par L'Appel en 2004, a signé un contrat de nationalisation. Mais, outre un retard de salaires, cinq contrats d'enseignants ont été perdus... Nous leur avons donc alloué des prêts pour leur permettre de survivre. L'école de Tendron dispose aussi, grâce à L'Appel et depuis deux ans, d'une bibliothèque fonctionnelle pour les élèves et les enseignants. Nous avons également fourni trois ordinateurs et une imprimante au lycée des Palmistes. Ce matériel est indispensable pour l'administration et l'apprentissage des élèves.

Ces actions sont rendues possibles grâce à la générosité de 30 parrains et marraines.

Favoriser la qualité de l'enseignement : former les enseignants.

L'Appel, avec son partenaire ADETOM, Association qui regroupe les 50 écoles primaires de l'île de la Tortue et l'appui de Positive Thinking Company, a attribué 100 bourses ; elles équivalent à la moitié des frais de scolarité des maîtres qui décident de poursuivre leurs études dans l'une des deux écoles normales, ouvertes en vespéral, de l'île de La Tortue. Depuis la mise en place de ce programme, près

d'un enseignant sur deux en a bénéficié sur l'île de la Tortue. Les maîtres parlent le créole, comme leurs élèves, mais la langue d'enseignement est le français, bien mieux maîtrisé après la formation.



A la Tortue, 2.000 enfants ont suivi des cours de natation afin que grandir sur une île ne soit plus synonyme de danger : la majorité de la population ne sait pas nager et les naufrages, souvent par surcharge, sont dramatiques.

Avec l'appui de la Fondation de la Princesse Charlène de Monaco, nous avons donc poursuivi un programme d'apprentissage de la nage pour les élèves de l'île. Nous avons pu acheter du matériel pour l'apprentissage et nous avons recruté 85 maîtres-nageurs pour des cycles de 12 séances de natation par élève. En 2022 le programme a concerné 2090 élèves de 30 écoles, parmi lesquels 940 ont été évalués « à l'aise dans l'eau ». C'est un programme d'envergure qui devrait, à terme, faire évoluer le rapport des jeunes à la mer.

Construire et réparer des citernes d'eau.

Le besoin de citernes pluviales reste fort sur l'île de la Tortue où les sources sont insuffisantes pour toute la population. Malheureusement, cette année, nos démarches auprès des bailleurs de fonds ont été infructueuses. Toutefois nous avons pu financer un moule qui sera réutilisable pour construire 40 citernes.



La santé, et donc la bonne scolarité des enfants de La Tortue, passe par l'alimentation.

Aujourd'hui, le Bureau Nutrition et de Développement appuyé par le PAM fournit en denrées de base les cantines des 60 écoles de l'île. L'Appel a subventionné la construction de la cuisine de l'école de Tendron. D'autres écoles sont en attente.

A Port-au-Prince, sur les hauteurs à Fort Jacques,

l'école primaire « Les Abeilles », notre partenaire local, nous a signalé l'extrême précarité de certains élèves : la situation de violence, la hausse des prix alimentaires obligent des parents à choisir entre nourrir et scolariser leurs enfants. Nous avons octroyé 15 bourses scolaires, puis 7 autres en fin d'année. Nous espérons trouver davantage de parrains et de marraines pour développer et pérenniser cette nouvelle action de L'Appel. Le centre de Protection Maternelle Infantile reste ouvert malgré la crise. La population a protégé le centre lors de pillages dus aux bandes installées dans le quartier.

Balai Santé®

Anne Sarah Jean-Baptiste, haïtienne et étudiante en France, dirige sa thèse sur l'efficacité de Balai Santé® comme outil pédagogique pour l'enseignement de l'hygiène et de la langue française. Elle a elle-même expérimenté cet outil dans deux écoles en Haïti.



Où intervenons-nous ?

Dans la capitale Antananarivo et sa banlieue, à Ampetsapetsa, au nord de la capitale.

Dans quel contexte ?

Le pays est classé par l'ONU 173^{ème} / 191 pays. La pauvreté extrême touche pratiquement la moitié des habitants ; 41% des jeunes enfants sont en état de malnutrition chronique (le chiffre le plus élevé parmi nos 10 pays d'intervention). La durée moyenne de la scolarité est de 5 ans. Les adolescentes sont mères très tôt : 11% des 15-18 ans.



Le réseau d'Ampetsapetsa dessert plusieurs villages et une école : en tout, environ 3300 personnes.

A Madagascar, l'accès limité à l'eau potable et les mauvaises pratiques d'assainissement et d'hygiène sont particulièrement préoccupants. Forts de notre expérience de construction d'adductions d'eau au Rwanda, nous avons donc répondu présents à Madagascar. Les travaux préparatoires (choix du site, rencontres avec les autorités, les partenaires, les entrepreneurs...) ont pris trois ans. Enfin, 2022 est l'année de la réalisation.

Comment ça marche ?

Deux sources captées à 1725 m d'altitude alimentent un barrage de retenue. L'eau est ensuite stockée dans un réservoir et distribuée par des bornes-fontaines communes à plusieurs ménages. Ainsi la population n'a plus à parcourir de longues distances et s'acquitte d'un coût très modique.

Quels bénéfices ?

Le réseau a été inauguré avec la population et les autorités locales le 25 mars 2023. Nous avons déjà pu mesurer les incidences sur la population et vérifier ce qui était prévu pour l'exploitation et la maintenance. Pour les familles et les enfants, l'impact positif est déjà perceptible : les cultures potagères se développent, l'hygiène des locaux comme l'hygiène personnelle entraînent une diminution des maladies. Tout ceci améliore la fréquentation scolaire.



Continuer d'appliquer la méthode Nutricartes®, efficace face à la malnutrition infantile.

Depuis 15 ans, nous coopérons avec l'association malgache Miray qui prend en charge des enfants malnutris au sein de 12 Centres de Récupération Nutritionnelle Ambulatoire (CRENAM) dans les quartiers de la zone péri urbaine d'Antananarivo. Cette année 2022 a été importante pour les deux parties : L'association Miray a déménagé sur un autre site et les responsables des projets de L'Appel à Madagascar ont pu de nouveau se rendre sur place après deux années de coordination uniquement à distance.

Trois programmes sont en cours :

- Le programme le plus ancien concerne chaque année 2400 enfants de moins de 5 ans dénutris et 250 femmes allaitantes, elles aussi dénutries. A l'éducation nutritionnelle par la méthode Nutricartes®, est associée pendant les 3 premières semaines une distribution d'une petite dose quotidienne de farine hypercalorique. Les résultats de guérison sont toujours excellents.
- Le programme d'éducation nutritionnelle seule (c'est-à-dire sans farine), toujours par la méthode Nutricartes®, prend en charge chaque année 960 enfants qui ne souffrent pas d'une malnutrition majeure. Les résultats aux évaluations des connaissances relatives à l'alimentation des enfants sont excellents. Ce programme se poursuit encore en 2023.
- Le programme « 1000 jours », enfin, a pris en

charge 700 femmes enceintes. Là aussi, l'éducation nutritionnelle est faite selon la méthode Nutricartes®, à laquelle s'ajoute une information sur les problèmes spécifiques pouvant survenir pendant la grossesse. L'inclusion de nouveaux groupes est terminée, le suivi des enfants sur deux ans se poursuit.

La méthode Nutricartes® se déploie

En décembre 2022, l'équipe d'un CRENAM, (à 5 heures d'Antananarivo) est formée à la méthode lors de la mission de L'Appel. Trois associations malgaches (FERT, HELPSIMUS et ANTENNA) ont été formées par la docteure Voahangy, de l'association Miray.

200 enfants en situation de handicap

L'Appel soutient l'association Fanarenana : 200 enfants, handicapés moteurs ou intellectuels, sont pris en charge en accueil de jour par des bénévoles malgaches, orthophoniste, éducatrices, kinésithérapeute... Cette année, la première promotion des adolescents formés aux métiers de la restauration est sur le marché du travail ; une ou deux embauches sont en cours. La classe adaptée pour 8 enfants ayant une insuffisance motrice cérébrale (I.M.C.) continue.

Nourrir des écoliers

Les religieuses diaconesses de Mamré ont créé une cantine pour 100 écoliers d'un quartier très pauvre d'Antananarivo qui y prennent le repas de midi, souvent leur seul repas de la journée. L'Appel leur apporte son soutien financier et a également aidé trois étudiants malgaches à s'inscrire à l'Université.



Où intervenons-nous ?

A Cusco et Lima, dans un bidonville au nord de la capitale.

Dans quel contexte ?

Le pays est classé par l'ONU 84^{ème} / 191 pays. Le mieux classé parmi nos dix pays, le Pérou est marqué par des contrastes sociaux très forts. Certaines populations sont laissées à l'écart, voire discriminées : enfants des rues, des bidonvilles. L'épidémie de COVID a été la plus grave de la région, la scolarité étant longuement interrompue.



A Cusco, l'association Qosqo Maki (Les Mains de Cusco) est notre partenaire.

La vie des jeunes des rues a été profondément modifiée. Par le Covid d'abord : le foyer d'accueil de nuit a dû fermer, les petits métiers des rues ont été interdits, plus de tourisme non plus... Certains sont rentrés chez eux dans les montagnes, d'autres ont dérivé vers des activités illicites ou vers les mines. Par les lois de protection des mineurs, ensuite, qui leur ferment certains métiers.

Les activités de Qosqo Maki ont repris

Le retour des jeunes des rues vers Qosqo Maki a été lent. Les trois éducateurs du dortoir se sont déplacés partout dans la ville et le bouche à oreille a fonctionné. Depuis juillet 2022 des jeunes (15 à 20 par jour) ont donc réinvesti Qosqo Maki. A nous maintenant de les orienter vers des métiers qualifiants.

Trois volontaires de L'Appel

Alexandre s'est consacré aux activités de plaidoyer : colloque des droits de l'homme en France en avril ; préparation de l'Encuentro, réunion internationale des jeunes des rues, à Cusco en novembre 2022 ; participation en novembre à l'EPU 2022 pour le Pérou à Genève.

Flavie a été la cheville ouvrière de la médiathèque / espace culturel, ouverte 6 jours sur 7 pendant toute l'année, accueillant 15-20 jeunes du quartier chaque jour ; en fin d'année quelques jeunes du dortoir les ont rejoints.

Laura a eu la joie d'assister à la reprise de l'activité touristique dès mai, et celle-ci s'est prolongée jusqu'à la fin octobre avec un fort remplissage des chambres de Qosqo Maki.

Les jeunes des rues en formation professionnelle

Deux jeunes en début d'année 2022, et quatre autres depuis octobre 2022, sont en apprentissage dans les ateliers de boulangerie et menuiserie.

A la demande de jeunes qui souhaitent s'installer à leur compte, nous avons ouvert deux formations complémentaires : travailler sur commande en pâtisserie (gâteaux de fête...) et, pour la menuiserie, connaître le bois et son séchage, connaître les machines, la sécurité, l'organisation des postes de travail et la réalisation de plans 3D.

Une synergie tourisme/formation

Le tourisme solidaire est à la fois une source de revenus indispensable à l'association et une opportunité de formation pour les jeunes des rues. Le gros projet auquel contribue L'Appel est de faire évoluer Qosqo Maki vers un statut d'hôtel. Les travaux ont commencé avec la réfection du toit et la pose d'un nouveau compteur d'électricité. A terme, Qosqo Maki pourra élargir son offre de formation avec une formation hôtelière.



A Lima, depuis 2012, notre partenaire est l'association Mano a Mano.

Le Covid a frappé durement le bidonville de La Ensenada et l'association a failli disparaître.

L'association est pourtant indispensable pour les mères du quartier, souvent seules et chargées d'enfants, en les rendant à la fois actrices et bénéficiaires des projets qu'elle mène. Lors de notre mission au printemps 2022, nous avons pu admirer un premier parc tout juste terminé par les femmes constructrices de l'association. Elles commençaient l'aménagement de deux ruelles pour faciliter l'accessibilité des habitants de cinq autres quartiers.

Après deux ans sans école, Mano a Mano s'investit dans la reprise de la scolarité

Avec le soutien financier de L'Appel, deux animatrices issues de la communauté ont travaillé à temps plein à la bibliothèque pour assurer un soutien scolaire auprès de 1500 enfants. Elles ont également formé deux jeunes animateur(trice)s boursiers qui continuent en parallèle leur scolarité. Lors de notre mission, la bibliothèque était bien fonctionnelle et le bâtiment avait été mis aux normes pour accueillir une élève handicapée. Le parc de jeux et d'initiation des enfants à l'entretien d'un jardin était une tâche de verdure dans la colline pierreuse du bidonville. Réouvert en 2022, le centre aéré a accueilli 46 jeunes pendant un mois. Début 2023, ils étaient 80.



Où intervenons-nous ?

Dans la région de Byumba, au nord de la capitale Kigali.

Dans quel contexte ?

Le pays est classé par l'ONU 165^{ème} / 191 pays. Le quart de la population est en état de pauvreté extrême. Taux de malnutrition infantile chronique très élevé (4 enfants sur 10 chez les moins de 5 ans), toutefois la forme aigüe est plus rare (2%). Malgré un système d'éducation bien organisé, la scolarité moyenne n'est que de 4.4 années ; les filles sont défavorisées : leur scolarité moyenne dure un an de moins que celle des garçons. Une part importante des décès (19 sur 100.000) est liée à la mauvaise qualité de l'eau et de l'assainissement, ce que nous rencontrons aussi au Congo, à Madagascar, au Burkina Faso et au Togo, le Tchad détenant le triste record de 101 décès sur 100.000.



Prolonger les réseaux d'adductions d'eau pour améliorer l'accès à l'eau propre.

Le réseau d'adduction d'eau gravitaire de Rwagihura, cofinancé par le district de Gicumbi et le SEDIF (Syndicat des Eaux d'Ile de France), construit en 2022, a été mis en service à la fin du mois de septembre. Ce réseau de 12 km alimente 15 bornes fontaines et fournit de l'eau propre à 6 000 habitants ainsi qu'à un collège, une école, un centre de négoce et un centre de santé. Il a été inauguré lors de notre voyage au Rwanda en juin 2023.

Le coût de ce réseau est d'environ 150 000 euros financés en trois tiers par la valorisation du travail des populations bénéficiaires, par l'Etat Rwandais, via le district de Gicumbi et par les consommateurs d'eau de la région Ile de France, via le SEDIF, en application de la loi Oudin-Santini.



Nos 80 filleuls ont pu achever leur année scolaire, malgré la crise, grâce à un accompagnement social et éducatif de qualité.

L'année scolaire 2021/2022 a été une année de reprise après la suspension des cours due à la pandémie de COVID-19. Le nouveau calendrier scolaire va désor-

mais de septembre à juillet. Malgré les circonstances, les 80 filleuls de L'Appel ont tous pu achever leur année scolaire, grâce notamment au soutien des membres de L'Appel Rwanda qui assurent un important accompagnement social et éducatif des enfants. Ce parrainage collectif, appuyé sur des parrains et marraines en France et, sur place, par un réseau de bénévoles adultes, encadrés par les responsables de l'association "L'Appel pour l'avenir des enfants du Rwanda", dure maintenant depuis 15 ans et a sorti des centaines d'enfants de la misère et de l'ignorance. Nous avons aussi un partenariat avec le Secours Populaire Français qui a décidé de stopper l'aide apportée à ce parrainage collectif, à compter de septembre 2022. Pour l'année 2022-2023, le nombre de parrainages diminuera donc et passera de 80 à 60. Par ailleurs, en 2022, L'Appel a poursuivi l'aide financière (4 000 euros par an), apportée à l'association Wikwiheba qui fournit chaque jour un repas complet à 60 enfants (dont une vingtaine de filleul(e)s).

La bibliothèque de Byumba se professionnalise.

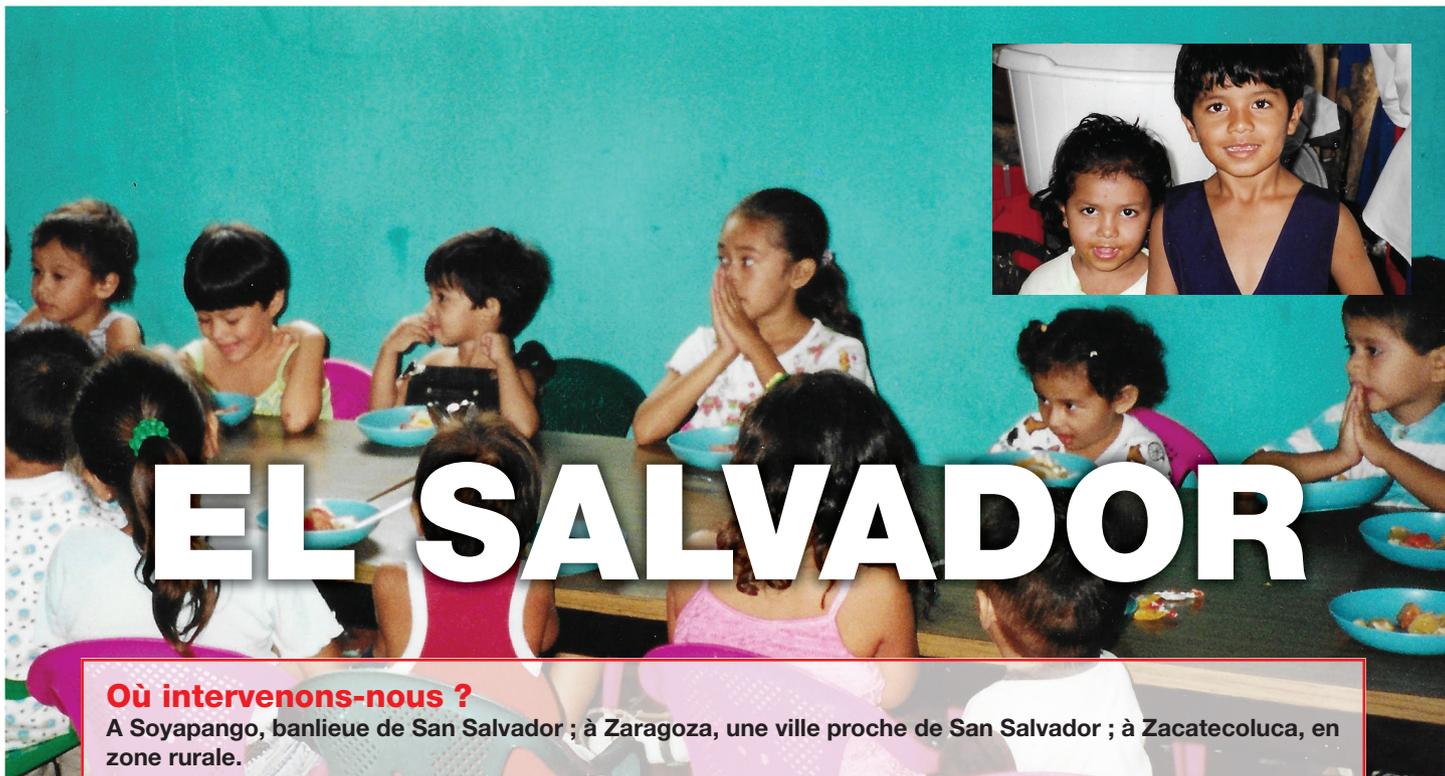
La bibliothèque de Byumba, construite à l'initiative de L'Appel et inaugurée en 2011, dispose maintenant d'un fond de plus de 6 000 livres en français, anglais et kinyarwanda.

A l'été 2022, deux bibliothécaires professionnelles, Rama et Aude, bénévoles de L'Appel, ont mené une mission : formation du bibliothécaire et de l'animateur, modification de l'organisation interne, mise au rebut d'anciens ouvrages, révision du classement des livres, mise en valeur des livres pour enfants etc. Les enfants de Byumba, les filleuls et filleules de L'Appel, y viennent régulièrement, surtout en période de vacances scolaires, pour écouter des contes, voir des vidéos, utiliser les six ordinateurs, voire faire une partie de foot. De plus en plus d'étudiants consultent de la documentation technique ou font des recherches sur Internet. On dénombre 500 inscrits. La fréquentation se situe habituellement autour de 50 entrées par jour.

L'animation est assurée par un bibliothécaire payé par le district de Gicumbi, un animateur dont le poste est financé par L'Appel et 4 anciennes filleules bénévoles.



Nous avons commencé en 2022 les démarches pour implanter la méthode Nutricartes®, pour une mise en œuvre en 2023. En effet la situation nutritionnelle des enfants est alarmante. Certes le taux de malnutrition aigüe est faible mais la malnutrition chronique est très prégnante (38.3%).



EL SALVADOR

Où intervenons-nous ?

A Soyapango, banlieue de San Salvador ; à Zaragoza, une ville proche de San Salvador ; à Zacatecoluca, en zone rurale.

Dans quel contexte ?

Le pays est classé par l'ONU 125^{ème} / 191 pays. Pays marqué par de profondes inégalités sociales et un climat de grande violence due à des bandes armées : comme au Pérou, le taux global d'extrême pauvreté peut sembler faible (1.7%) mais il se concentre dans des zones délaissées où nous intervenons : malnutrition des jeunes enfants, grossesses des adolescentes y sont des signaux forts d'alarme, ainsi que l'émigration clandestine et très risquée vers les États Unis.



Un parrainage au plus près des besoins des enfants à Zaragoza.

La communauté d'El Zaité, où vivent les filleuls du programme de parrainage individuel, est extrêmement pauvre, sans emplois fixes, sans terre. Le parrainage individuel y concerne aujourd'hui 18 filles et garçons qui doivent non seulement aller à l'école, mais également y mettre "de l'énergie". Notre partenaire, le Patronato Lidia Coggiola », leur offre un soutien scolaire, des cours d'anglais, un accès à l'informatique...

L'Appel a contribué à l'achat de cinq ordinateurs et a accordé une aide exceptionnelle à dix petites filles qui ont ainsi pu reprendre l'école après l'interruption prolongée due à l'épidémie.

Des parrainages collectifs pour aider davantage d'enfants.

A Soyapango

Ce quartier de la banlieue de la capitale a très mauvaise réputation, à cause des Maras, des bandes violentes, qui y sont très implantées.

L'école Juan Calvino, gérée et créée par l'Eglise Réformée d'El Salvador, assure la protection et l'enseignement, dans une culture de paix, pour une centaine d'enfants d'école primaire et dix bacheliers. Parmi ces jeunes, 50 sont des filleuls de L'Appel. L'enseignement est donné par des institutrices qui sont là par choix, convaincues de leur action.

A Zacatecoluca

En zone rurale, un centre de soutien scolaire s'adresse à 90 enfants venant de deux écoles de la région. L'environnement culturel est pauvre, les parents ne savent pas toujours lire. Il est donc capital de compléter l'école par un soutien scolaire attentif à chacun. De plus la période de fermeture des écoles pendant la pandémie de Covid-19 a entraîné un retard scolaire difficile à récupérer. Le retour à l'école a été lent, avec un faible nombre d'heures de cours. La situation tend à se normaliser.

L'Appel finance l'éducatrice, les trajets, le matériel scolaire etc. Nous travaillons sur des aspects pédagogiques tels que susciter l'enthousiasme, l'engagement etc. Quand un enfant a bien été aidé, il en aide d'autres. L'animatrice coordonne les réunions avec les parents, rencontre les enseignants de chaque école. Notons donc la prouesse, dans cet endroit " au milieu de nulle part », d'avoir pu maintenir une certaine scolarité pour des élèves dont les familles ont souvent perdu leur emploi et peinent à se nourrir. Pendant la crise du Covid, comme il n'a plus été possible d'assurer une cantine, les animateurs ont distribué des sacs d'aliments, en partie subventionnés par L'Appel.

Prévenir les grossesses précoces et promouvoir les droits humains

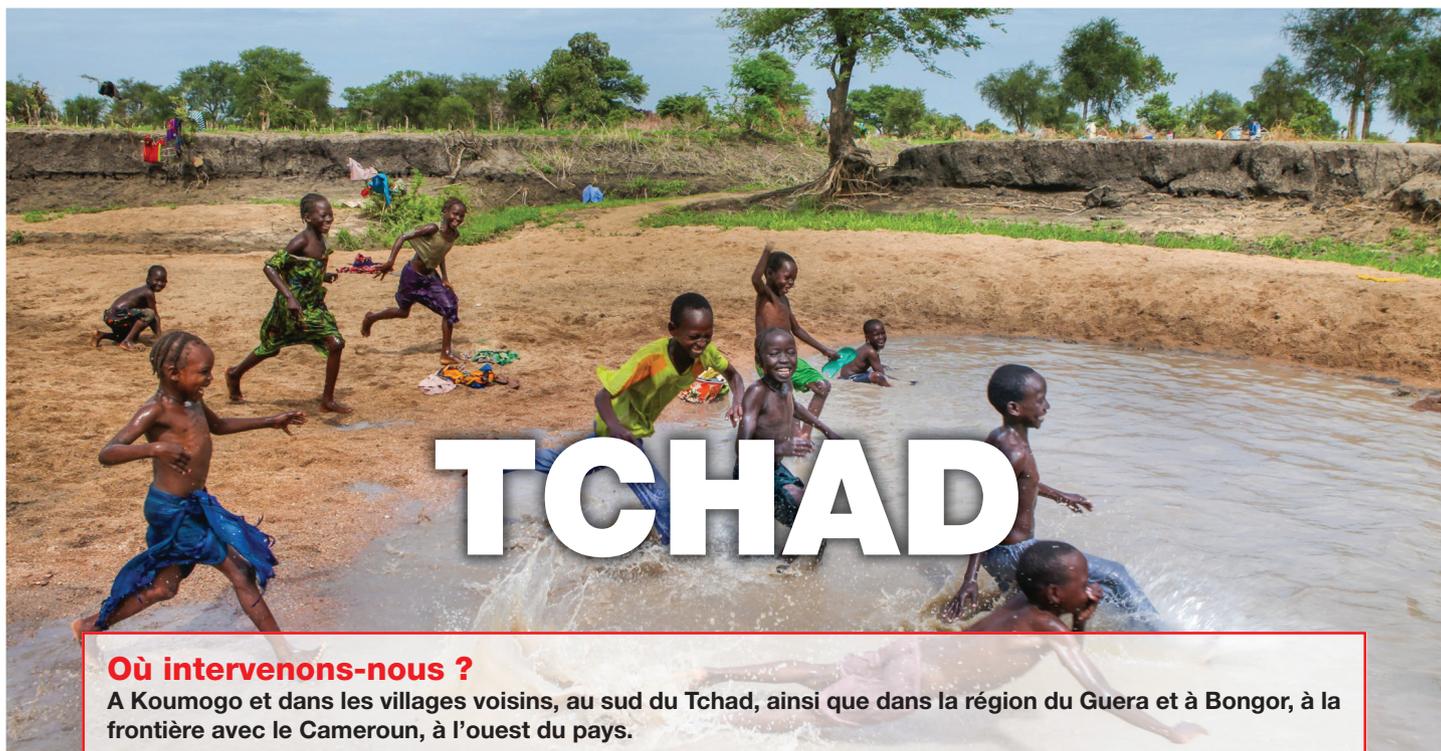
La sexualité est un sujet tabou dans un pays où l'avortement est criminalisé ; des femmes qui ont fait une fausse couche peuvent aussi être emprisonnées.

Les jeunes filles sont fréquemment mères très tôt (56/1.000), avec tous les drames que cela entraîne. La prévention est donc un sujet essentiel.

Un groupe de 25 jeunes, « Tu Decide » a été créé avec des intervenants bénévoles, ils se réunissent tous les 15 jours. Tout est abordé sans tabou entre garçons et filles : sexualité, physiologie, planification des naissances, psychologie, prévention de la violence faite aux femmes, justice sociale, droits du point de vue du genre. Les sujets ont même été élargis à tout ce qui concerne les droits humains, le respect de la nature. Les jeunes participent également aux « marches » (manifestations pacifiques) pour la justice, pour le droit à l'eau, pour la libération des femmes emprisonnées car elles ont avorté. Financer cette activité demande seulement de subventionner les transports et les repas.

Prenant exemple de ce groupe, les femmes de Zaragoza ont créé leur propre association.

Ces photos datent de 1998. Elles montrent à la fois l'engagement de L'Appel sur le long terme et des visages d'enfants d'il y a quinze ans... Ils ont depuis fait leur vie, sont peut-être parents. Ce que L'Appel leur a apporté a sûrement influé sur leur épanouissement et sur les choix qu'ils ont faits. Ces effets sont invisibles pour nous mais certainement significatifs pour eux. C'est notre raison d'agir.



Où intervenons-nous ?

A Koumogo et dans les villages voisins, au sud du Tchad, ainsi que dans la région du Guera et à Bongor, à la frontière avec le Cameroun, à l'ouest du pays.

Dans quel contexte ?

Le pays est classé par l'ONU 190^{ème} / 191 pays. Le Tchad est le pays qui cumule le plus de difficultés parmi nos pays d'intervention. La durée moyenne de la scolarité est très faible : 4 ans pour les garçons et 1.5 an pour les filles ; celles-ci sont mères très tôt : 138/1000 dans la tranche des 15/18 ans. Le taux de mortalité infantile (avant 5 ans) est de 11% et la malnutrition aigüe dans cette tranche d'âge atteint 10%, cumulée avec des difficultés d'accès à une eau propre et à l'extrême pauvreté des parents (66%). La situation politique et sécuritaire, déjà difficile, est encore aggravée par l'afflux de réfugiés des pays voisins.



Installer des latrines et une pompe à eau manuelle afin que le Centre Culturel de Koumogo soit un lieu accessible à tous.

Depuis plusieurs années, L'Appel accompagne les différentes structures du village - Groupement Féminin, Dispensaire, Centre culturel etc. Des échanges avec ces équipes visent autant à étudier la faisabilité que l'acceptabilité du projet de latrines sèches. Le but est à la fois d'assurer l'hygiène d'un lieu très fréquenté et de prendre en compte le besoin d'intimité des femmes, en installant pour elles des toilettes bien séparées, à l'abri des regards ; c'est notamment une recommandation de l'UNICEF.

Le Centre culturel n'a pas accès à l'eau ; des devis ont été demandés pour installer une pompe manuelle. Affaire à suivre ...



Plus de 10 000 jeunes ont été sensibilisés à la citoyenneté.

« Jeunes dans la ville, devenir citoyen » est un outil pédagogique élaboré par L'Appel à partir de témoignages de jeunes Tchadiens, de vidéos et de photos qui leur donnent l'occasion, lors de journées d'animation, d'exprimer difficultés et espoirs, pour ainsi se projeter dans l'avenir. A travers ce projet, L'Appel poursuit son action d'éducation populaire.

A Bongor, notre partenaire, l'ONG Akwada a animé

29 journées, dans 12 lieux différents (lycées, paroisses, maison des jeunes). L'exposition a ainsi été vue par plus de 10 000 personnes, et les clips vidéo par 2400 personnes. A Ndjaména également, le Centre Al Mouna spécialisé dans les relations chrétiens-musulmans, a réalisé 16 jours d'animation. Ce sont 482 jeunes de 11 à 26 ans, dont 39% de filles qui en ont bénéficié.

Aide d'urgence à un partenaire de confiance.

Dix enfants vulnérables, de l'école l'Espoir, créée par Akwada, ont bénéficié de la prise en charge de leurs frais de scolarité (45 euros par an et par enfant).



Dans un contexte où la malnutrition infantile chronique est importante (28% des enfants de moins de 5 ans) mais est maintenant mieux connue et plus systématiquement prévenue, L'Appel continue de déployer la méthode Nutricartes®, en formant des formateurs issus d'associations partenaires.

Plus d'un millier de personnes, dans quatre régions, ont participé aux séances d'éducation nutritionnelle par la méthode Nutricartes®.

Dans le Guera, l'ONG Guera Touristique a assuré la formation de 40 groupes, soit 423 personnes, hommes et femmes, dont des réfugiés Peuls. A Bongor, les cinq animateurs d'Akwada ont formé

51 groupes, soit 625 personnes, dont 1/3 d'hommes. A Moundou, notre partenaire Akwada et l'ONG Giz ont introduit la méthode Nutricartes® auprès des « clubs de mères » de neuf Centres de Santé, soit 225 personnes.

La dynamique est remarquable : en 2023, les ONG partenaires prévoient d'augmenter le nombre de leurs intervenants, de toucher davantage de centres de santé, d'élargir à d'autres districts. L'Ordre de Malte, formé les années précédentes, continue d'intégrer la méthode Nutricartes® à ses actions.

A Koumogo, la dynamique se poursuit également : les habitants de villages voisins, distants de 10 à 52 km, ont demandé à bénéficier de ces séances, qui ont concerné 623 personnes. Nous avons instauré une participation financière modique (0.85 euros pour une session de cinq jours). D'abord réticentes, les personnes sont impressionnées par la qualité de l'éducation nutritionnelle, la fluidité des échanges, ainsi que par les repas de démonstration, exprimant le plus souvent leur grande satisfaction en fin de session.

Un bénéfice supplémentaire : les animatrices ont identifié, dans plusieurs villages, des enfants souffrant de malnutrition sévère. Ils ont donc été pris en charge par Charlotte, au dispensaire de Koumogo, et suivis jusqu'à leur rétablissement.



Où intervenons-nous ?

A Lomé, la capitale et à Notsé, à 90 km au nord.

Dans quel contexte ?

Le pays est classé par l'ONU 162^{ème} / 191 pays. Le quart de la population est en situation d'extrême pauvreté. La durée moyenne de scolarisation est de 5 ans, mais les filles vont à l'école 3 ans de moins que les garçons ; elles sont mères très tôt (89 pour 1.000, entre 15 et 18 ans). La mortalité liée à la mauvaise qualité de l'eau et de l'assainissement est élevée (42 décès sur 100.000) et est comparable à celle du Burkina Faso. Le quart des enfants de moins de 5 ans est en état de malnutrition chronique et 6% d'entre sont en malnutrition aigüe. Six pour cent des enfants décèdent avant 5 ans.



À Lomé, à travers de multiples bilans, assurer aux enfants sourds une scolarité efficace.

L'École Ephphata est notre partenaire depuis 16 ans. Elle accueille des garçons et filles sourd(e)s, de 5 à 18 ans, du jardin d'enfants à l'entrée en collège. L'effectif de 2022 est de 137 élèves. La réussite de la scolarité des enfants sourds dépend d'abord de la situation de chacun ; ce que l'équipe EST (antenne de L'Appel- Enfants Sourds du Togo) établit à travers des bilans individuels. Chaque dossier est à jour.

Ensuite, le rôle des enseignants est fondamental. L'équipe EST a mis en œuvre un travail d'observation dans chaque classe du CP au CM2 et discuté avec chaque enseignant. Leur travail est ardu car les enfants sourds, mal dépistés, arrivent tard à l'école, sans maîtriser la langue des signes, les classes sont surchargées et le programme officiel ne tient pas compte des spécificités du handicap. Des séances de formation en Langue des Signes, pour le personnel, ont été réalisées. Les enseignants sont aussi en contact étroit avec l'orthophoniste recrutée par l'école et formée à distance par EST. Début 2023, une collègue est venue l'assister.

Enfin, les familles sont souvent démunies face aux conséquences de la surdité sur le développement de leur enfant. L' quipe EST a réuni une cinquantaine de parents pour les informer ; leurs questions sur le dia-

gnostic et sur l'appareillage témoignent des carences auxquelles eux et leurs enfants sont régulièrement confrontés.

Repenser le soutien scolaire pour allonger la scolarité des jeunes sourds au collège et au lycée. Depuis 2015, un partenariat avec l'association AEMESTO permet d'apporter un soutien scolaire et pédagogique spécialisé, dans un collège, qui fut pionnier, et, en 2022, dans un collège-lycée et un lycée.

Les quatre intervenants, sourds eux-mêmes, reprennent en Langue des Signes l'enseignement donné oralement, dans des classes très chargées et sans dispositif particulier pour les élèves sourds.

L'Appel leur apporte un appui technique, notamment en mettant à disposition un interprète en Langue des Signes. Nous menons aussi avec eux une réflexion sur les spécificités pédagogiques de la Langue des Signes.



Créer un centre régional de dépistage et de prise en charge précoce de la surdité.

Début 2022, L'Appel s'est lancé dans cet ambitieux projet. Notre objectif : mieux allier soins et éducation, pour les enfants sourds de 0 à 6 ans, leur fournir des diagnostics fiables, les soins médicaux et para médicaux indispensables, informer leurs familles, leur enseigner la Langue des Signes dans un cadre préscolaire.

La construction du Centre a été organisée et suivie de près par Christine et Thierry, membres de L'Appel, rompus à l'exercice. Fin décembre, la plus grande partie des travaux était terminée.

L'Appel a participé à la création d'une Association locale pour gérer le Centre. Reconnue par l'administration togolaise, elle s'appelle l'E.S.A. (Enfants Surdité Avenir). Avec ses administrateurs (parents d'enfants sourds, personnes sourdes, professionnels de la surdité...), L'Appel a travaillé sur l'implantation du centre, les travaux, comme sur les orientations de l'association, son organisation, les modalités de gestion budgétaires, et son futur rôle d'employeur. En effet, en 2023, le recrutement du personnel sera engagé, ainsi que sa formation par nos soins. L'activité du Centre a débuté en mai 2023.

En décembre 2022, le président de l'ESA a reçu les clefs du centre. Nous avons effectué conjointement les premières démarches pour obtenir l'Agrément du Ministère.

Poursuivre l'amélioration de l'hygiène dans des écoles de Nots  en utilisant l'outil pédagogique Balai Santé.

Sur les sept écoles, quatre ont pu installer des équipements d'hygiène (poubelles fermées, lavabos) et/ou réaliser des travaux d'assainissement : rénovation des toilettes etc.

Ts vi Sodokin, responsable d'Apesmir, notre partenaire depuis 2019, a pu venir à Lyon et y suivre une formation d'un an dans un organisme d'ingénierie du développement.



Où intervenons-nous ?

A Ho Chi Minh Ville (ex-Saïgon) et dans la province montagneuse de Lam Dong, surtout habitée par des minorités.

Dans quel contexte ?

Le pays est classé par l'ONU 115^{ème} / 191 pays. Beaucoup d'indicateurs sont assez favorables. Moins de 6% de la population est en extrême pauvreté. La mortalité infantile y est faible (2.1%), comme au Pérou et au Salvador ; cependant le quart des jeunes enfants est en état de malnutrition chronique et 6% en malnutrition aigüe. La durée moyenne de la scolarité atteint 10 ans et les filles sont pratiquement à parité avec les garçons. Nos populations bénéficiaires sont dans la frange la plus pauvre, voire marginalisée comme les montagnards.



Vingt-neuf enfants pauvres sont parrainés par 41 parrains et marraines afin de poursuivre leur scolarité.

Au Vietnam tout est payant pour pouvoir aller à l'école : les cours obligatoires et facultatifs, l'uniforme, la cantine, les travaux pour l'école, l'assurance etc. Les parrainages individuels (un ou deux parrain(s) pour aider une famille) permettent donc aux enfants de familles en situation de pauvreté de poursuivre leur scolarité. Grâce aux parrains et marraines de L'Appel, 29 familles peuvent envoyer leurs enfants à l'école : 21 à Hô Chi Minh-Ville et 8 à Lam Dong. En 2022, le coût moyen du parrainage d'une famille s'est élevé à 36 euros par mois.

En 2022, la vie semble redevenue normale après des mois d'éducation à distance, du fait du COVID. Les études universitaires, pour lesquelles des parrains ont accepté de poursuivre leur soutien, ont repris dans de bonnes conditions.

Deux « anciens » filleuls, en situation de handicap lourd, bénéficient toujours de l'aide des familles qui les ont accueillis en France, il y a bien longtemps déjà, pour des soins que leur pays en guerre ne pouvait pas leur assurer.



Près de 300 enfants, issus de communautés isolées, sont aidés de la crèche jusqu'aux études supérieures pour certains, grâce à un parrainage collectif.

Quatorze donateurs permettent à L'Appel de soutenir sept jardins d'enfants de la province de Lam Dong, soit 270 petits enfants. L'aide de L'Appel sert essentiellement à acheter des produits alimentaires frais (yaourts, lait et légumes). Actuellement, le coût moyen pour cette action s'élève à 25 euros/an/enfant.

Quarante donateurs réguliers et une dizaine de donateurs occasionnels permettent à L'Appel de soutenir des étudiants dans leur parcours. Le coût des bourses attribuées varie en fonction du lieu des études (Nha Trang, Dalat, Dong Nai, Hô Chi Minh-Ville). Le coût moyen s'établit de 400 € à 480 € par an et par étudiant, selon les parcours suivis.

Parmi les étudiants recrutés en 2017, cinq ont terminé leurs études en 2022 ; l'un d'eux est devenu médecin.

En 2022, 21 nouveaux étudiants ont été parrainés et tous poursuivent leurs études, sauf une jeune fille, engagée en études de médecine, qui a abandonné pour raisons familiales.



J'agis avec **L'Appel** pour améliorer la vie, l'éducation et la **santé** des enfants !

Je fais un don par chèque d'un montant de :

..... € (précisez le montant)

Je peux affecter mon don à :

- une action en particulier (précisez):
- selon les priorités de l'association

Mon don de 100€ me revient à 34€ après déduction fiscale *



* si je suis imposable (C.G.I. Art 200-1.)

Je deviens membre de **L'Appel** en adhérant :



- Cotisation ordinaire 30€
- Cotisation de soutien 100€



JE FAIS UN DON

Je peux aussi faire un don en ligne sur le site sécurisé

www.lappel.org



Je choisis le prélèvement automatique pour coopérer durablement à un projet !

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever le montant indiqué ci-dessous.

En cas de difficulté, je pourrais faire suspendre cet accord par simple demande à l'établissement teneur de mon compte. Je réglerai le différé directement avec L'Appel.

Montant du prélèvement :

- 10€
- 15€
- 30€
- Autre :

Fait à le / /

Signature obligatoire :

Nom:

Prénom:

Adresse:

Email:

Téléphone :

➡ Merci de renvoyer ce bulletin rempli, accompagné de votre chèque pour un don ponctuel et votre adhésion, ou de l'autorisation de prélèvement automatique + votre RIB ou IBAN pour un don régulier ou parrainage à :

L'Appel 89 avenue de Flandre 75019 Paris - association@lappel.org

Vos coordonnées nous sont indispensables pour vous adresser le reçu fiscal, et seront conservées dans un délai raisonnable, strictement nécessaire à la réalisation des finalités citées ci-après. Les informations personnelles recueillies sur ce formulaire feront l'objet d'un traitement informatique destiné à vous tenir informé.es des actions de L'Appel et faire appel à votre générosité. Ces données sont destinées à L'Appel et aux tiers mandatés par L'Appel. Vos informations ne seront pas échangées avec d'autres associations caritatives ou sociétés commerciales. Vos données personnelles sont hébergées sur des serveurs informatiques situés en France. Vous pouvez vous opposer à ce traitement en vous adressant à L'Appel — 89 avenue de Flandre, 75019 Paris — à l'attention de Mme Le Moulec Madeleine. Vous disposez d'un droit d'accès, de suppression, de rectification, de restriction et d'opposition à ces données, conformément à la loi Informatique et Libertés et à la réglementation européenne. Vous pouvez également introduire une réclamation auprès de la CNIL.